Portrait de conseillère : Dominique JOSEPH

PORTRAIT PUBLIÉE LE 16/08/2021

Qui sont les conseillères et conseillers du CESE ? Chaque semaine, retrouvez le portrait d'une ou un membre du CESE : parcours, engagement dans la société civile organisée et ambitions pour leur mandat au sein de la troisième assemblée de la République... Focus sur celles et ceux qui forment la société agissante.

Solidarité, égalité entre les femmes et les hommes ou encore accès aux soins sont autant de sujets portés par Dominique Joseph, Présidente du Groupe Santé et Citoyenneté et vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité au CESE. Son engagement s'est développé autour de valeurs qu'elle porte en elle depuis la petite enfance, passée dans un petit village des Hautes-Pyrénées.

Aujourd'hui numéro deux de la Fédération nationale de la Mutualité française, Dominique Joseph voit son rôle de conseillère au sein de la troisième assemblée de la République comme « *l'aboutissement de [son] parcours* », jalonné par ses combats pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès à la santé, et la solidarité envers toutes les personnes en difficulté.

« L'ouverture d'esprit » en héritage

Pour comprendre la genèse de l'engagement de Dominique Joseph, il faut remonter à son enfance. C'est là que se forment en elle ce qu'elle appelle aujourd'hui ses premières « *images d'engagement* », à travers la personnalité de ses deux parents :

« Mon engagement n'est pas dû au hasard : il fait intrinsèquement partie de mon ADN et de mon éducation. Ma mère était institutrice : je l'ai toujours vue s'engager bien au-delà des horaires de travail classiques, pour soutenir les plus faibles de ses élèves et ceux en situation de handicap. Mon père avait arrêté de travailler, pour s'occuper des quatre enfants et de l'intendance à la maison. Il était quant à lui engagé dans des actions de solidarité envers les personnes en difficulté, au sein des foyers ruraux et à travers, notamment, des activités culturelles. »

Elle garde de son enfance l'image, « *très forte* », des rassemblements conviviaux que son père organisait pour les habitants du village, autour d'un drap sur lequel il projetait un film. Après son bac, Dominique Joseph passe les concours de la fonction publique, et rejoint la Direction générale des Finances Publiques, les impôts étant « *une des bases de la République* ». Elle gravit les échelons au fil des concours et des mutations qui lui font traverser la France, d'Orléans à la Seine-Saint-Denis en passant par Biarritz ou Clermont-Ferrand.

L'engagement de celle qui aspire à aider et accompagner les personnes en difficulté prend forme à son arrivée en Seine-Saint-Denis. C'est là que démarre son investissement mutualiste, au sein du Comité départemental de la Mutuelle des Impôts, dont elle devient rapidement présidente. Tout en découvrant le monde mutualiste, Dominique Joseph y œuvre au quotidien pour apporter des réponses très concrètes à celles et ceux qui rencontrent des difficultés :

« Nous avions par exemple une collègue en grande difficulté : elle ne travaillait plus, n'avait pas assez d'argent pour nourrir ses enfants... Avec une autre militante – qui est désormais ma meilleure amie –, nous sommes allées faire des courses alimentaires, vestimentaires… Et nous avons accompagné son enfant pendant les premières semaines de la rentrée scolaire, afin de s'assurer que tout se passait bien et lui apporter le soutien dont il avait besoin. Petit à petit, cette collègue a commencé à sortir la tête de l'eau : elle est revenue travailler, et elle s'est sortie de cette phase d'isolement. »

Après son arrivée en Seine-Saint-Denis au milieu des années 1980, son engagement mutualiste se poursuit sans discontinuer : Dominique Joseph continue d'apprendre, de progresser, et voit ses responsabilités s'intensifier : « *ma curiosité naturelle a fait qu'à chaque fois j'avais envie de franchir une étape supérieure* ».

Une trajectoire mutualiste poussée par la « curiosité »

Aujourd'hui Secrétaire Générale de la Fédération nationale de la Mutualité française, Dominique Joseph y est en charge de multiples missions : apporter les bons services aux mutuelles, animer les instances de gouvernance, suivre l'activité de l'offre de soins et de services, ou encore décider de la répartition des soutiens financiers à certains projets, comme ce fut le cas pour cette création d'EHPAD dont elle est particulièrement fière :

« L'objectif était de faire de l'EHPAD en milieu rural une plateforme ouverte, pour que les professionnels de santé puissent rendre des services aux personnes isolées à domicile, et que celles-ci puissent trouver des soins dans l'EHPAD. C'est un projet dans lequel j'ai cru, parce qu'il décloisonne les soins. Sans que l'on n'ait aucune expérience, sauf au Québec, j'ai proposé qu'on l'accompagne financièrement. Et cette expérimentation a fait boule de neige ! Parce qu'on l'a porté et qu'on l'a essaimé, ce modèle a été repris par les pouvoirs publics.

En 2016, Dominique Joseph est à l'initiative de la création de MutElles, le réseau des femmes en Mutualité, qu'elle préside. Le réseau répond alors à une attente portée par les collaboratrices et collaborateurs de la Fédération, « *qui trouvaient qu'il n'y avait pas assez de femmes dans les instances de la Fédération. Il fallait changer cette image !* ».

Les sujets de santé et d'égalité femmes-hommes au cœur de son mandat au CESE

Ce sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes, Dominique Joseph le porte aussi au sein du Conseil. Elle vient d'ailleurs de rapporter, aux côtés d'Olga Trostiansky, l'avis du CESE intitulé « Crise sanitaire et inégalités de genre », qui offre une analyse des conséquences de la crise de la Covid-19 sur divers plans, parmi lesquels le bien-être et la santé ou encore l'articulation des temps de vie.

La grande ambition de Dominique Joseph, c'est de faire de « *l'égalité des droits* » une réalité, dans tous les domaines :

« Car l'égalité fait partie des trois valeurs de la République : dans les lois, elle existe. Mais le sujet est celui de l'effectivité de l'égalité. Si l'on n'a pas l'égalité à la base de notre société, et notamment entre les femmes et les hommes, on ne réussira pas les transitions, nombreuses, qui nous attendent : écologique, environnementale, sociale, économique, démographique… »

Au sein du Conseil, elle souhaite également que le renouveau, marqué par la réforme et par la nouvelle mandature, permette d'aller vers « *moins d'avis, mais mieux d'avis* », afin d'être en mesure de « *s'assurer que les préconisations du CESE alimentent les pouvoirs publics et la réflexion de la société civile, qu'elle soit organisée ou non* ».

Crédits photo : Katrin Baumann

© - copyright CESE - Mai 2024